



L'Observatoire  
de l'ACA

par et pour l'action  
communautaire autonome

# Point de rupture !

IMPACTS DE LA CRISE DE LA COVID-19  
SUR LES ORGANISMES D'ACTION  
COMMUNAUTAIRE AUTONOME

Avril 2022

Initié conjointement par le RQ-ACA et la TNDCDC, [l'Observatoire de l'ACA](#) est un projet de recherche-action qui vise à documenter les impacts de la crise de la COVID-19 sur les organismes d'action communautaire autonome (ACA) du Québec.

À l'automne 2020, les organismes communautaires du Québec avaient été invités à compléter un important sondage mené par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) dans le cadre des travaux de l'Observatoire de l'ACA ([voir le rapport publié](#)).

**Un an plus tard**, une mise à jour s'imposait pour documenter l'évolution des enjeux rencontrés par les organismes communautaires en lien avec la crise.

Ainsi, afin de mieux comprendre l'évolution des impacts de la crise sur les organismes communautaires et d'alimenter les représentations du mouvement de l'ACA en 2022, un **deuxième sondage** a été réalisé à la fin de 2021.

**Collecte, analyse et rédaction**  
Julie Nicolas

**Conception graphique**  
[Pilon Design](#)

Dans ce document, l'emploi du féminin générique désigne toutes les personnes peu importe leur identité de genre.

© Observatoire de l'ACA, Avril 2022

## ◆ EN RÉSUMÉ :

### LA CRISE CONDUIT LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES À UN POINT DE RUPTURE

Le manque de financement ne leur permettant pas d'ouvrir de nouveaux postes, les équipes de travail des organismes communautaires ne sont pas en mesure de répondre aux demandes en forte augmentation avec la crise. De plus, les conditions offertes pour les postes existants sont peu attractives et le climat de travail est marqué par une surcharge menant à l'épuisement des équipes en place.

Dans ce contexte les organismes communautaires approchent d'un **point de rupture** menant à des interruptions d'activités, voire des fermetures.

## Financement insuffisant

Sous-financement  
chronique des missions

Inefficacité du soutien  
financier d'urgence

## Équipe réduite

Pas assez de  
personnel pour  
répondre  
aux demandes

Faible attractivité  
et rétention pour  
les postes existants

**POINT DE  
RUPTURE**

## Climat de travail difficile

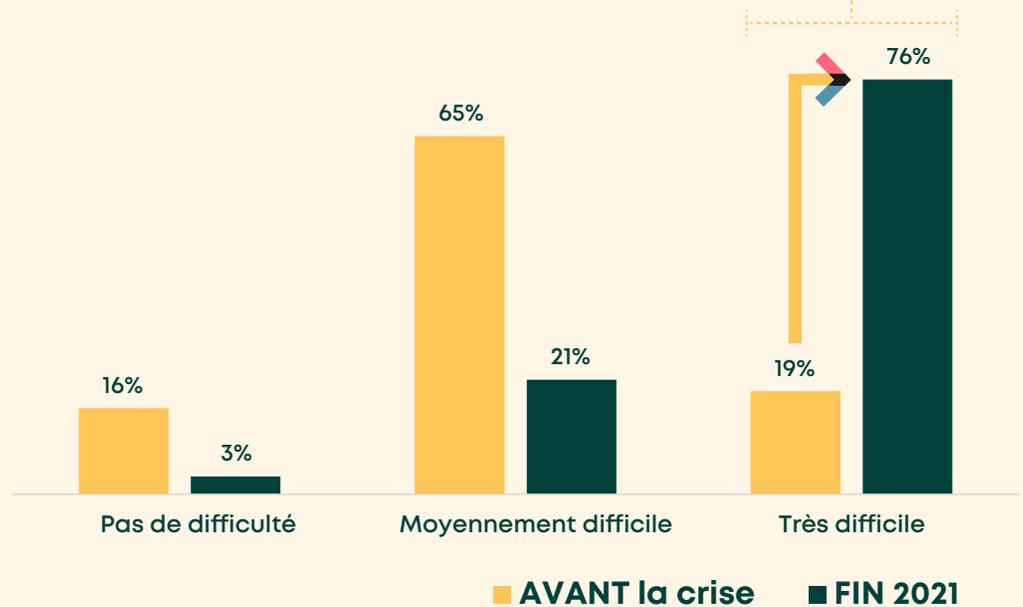
Surcharge de travail

Épuisement  
du personnel

## UN CLIMAT DE TRAVAIL DIFFICILE... ENCORE PLUS DÉGRADÉ PAR LA CRISE

### Charge de travail encore plus écrasante

Charge de travail très difficile  
19% des organismes avant la crise  
76% des organismes fin 2021



Augmentation de la proportion d'organismes ayant indiqué avoir des difficultés en ce qui concerne la charge de travail au sein de leur équipe :

**AVANT la crise**  
84% des organismes

**FIN 2021**  
97% des organismes

**83%** des organismes ont indiqué une augmentation du niveau de difficulté en lien avec la charge de travail.



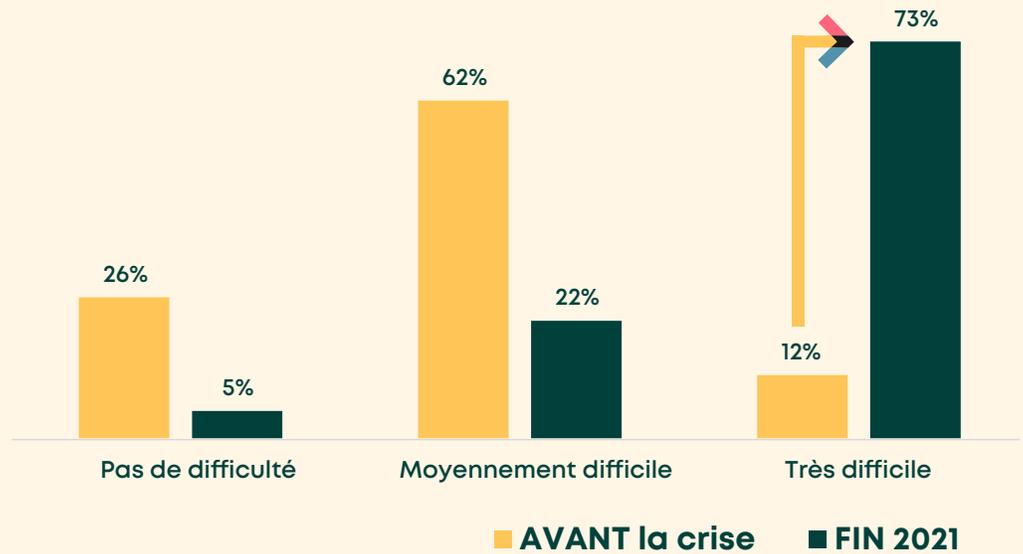
Le communautaire ne peut pas continuer à faire toujours plus, et ce, toujours avec moins. La qualité de vie pour les travailleuses en milieu communautaire diminue d'année en année. Un changement s'impose.

**Groupe du Centre-du-Québec**  
**Secteur Santé et services sociaux**



**Sentiment de fatigue ou d'épuisement ressenti par la quasi-totalité des équipes**

Enjeux liés à la fatigue et l'épuisement **très difficiles**  
 12% des organismes avant la crise  
 73% des organismes fin 2021



Augmentation de la proportion d'organismes ayant indiqué avoir des difficultés en ce qui concerne le sentiment de fatigue ou d'épuisement au sein de leur équipe:

**AVANT la crise**  
 74% des organismes

**FIN 2021**  
 95% des organismes

**85%** des organismes ont indiqué une augmentation du niveau de difficulté en lien avec le sentiment de fatigue ou d'épuisement.



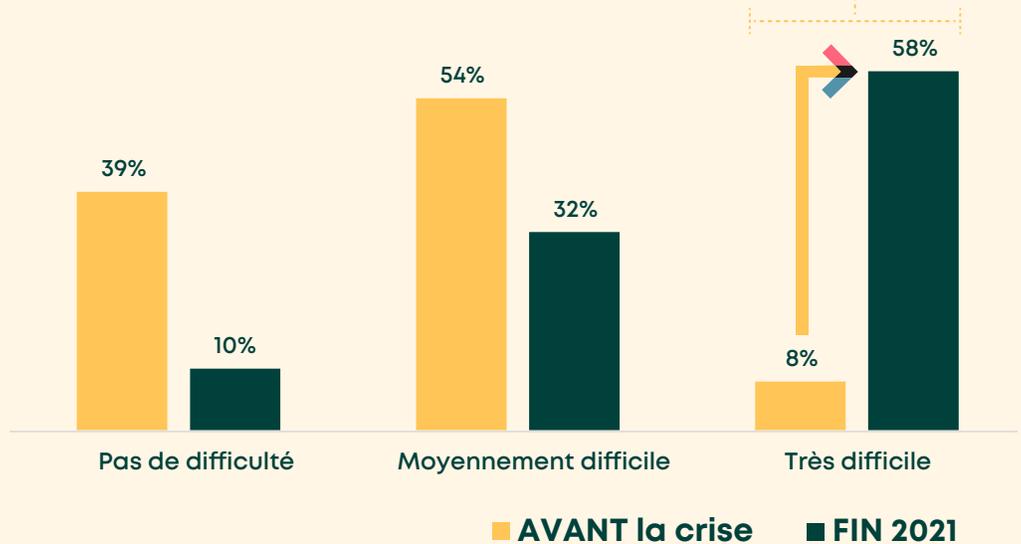
Toujours plus de demandes avec moins de personnel en place. Toujours la pression de maintenir nos lits «ouverts» alors que l'équipe est épuisée.

**Groupe de l'Estrie**  
**Secteur Santé et services sociaux**



## Enjeux de santé mentale qui frappent les équipes de plein fouet

Enjeux de santé mentale **très difficiles**  
8% des organismes avant la crise  
58% des organismes fin 2021



Augmentation de la proportion d'organismes ayant indiqué avoir des difficultés en ce qui concerne les enjeux de santé mentale au sein de leur équipe:

**AVANT la crise**  
61% des organismes

**FIN 2021**  
90% des organismes

**79%** des organismes ont indiqué une augmentation du niveau de difficulté en lien avec les enjeux de santé mentale.



On se faisait dire à quel point c'était très important qu'on ne ferme pas car nous sommes un service essentiel et que plusieurs personnes comptent sur nous pour manger.

On se faisait dire aussi que même si on avait une éclosion dans nos locaux, à travers nos employées, il fallait s'organiser pour que les repas soient livrés quand même.

C'était vraiment de la pression inutile qui mettait beaucoup de stress et d'anxiété sur toute notre équipe.

**Groupe de Laval**  
**Secteur Santé et services sociaux**



## DÉFIS D'ATTRACTIVITÉ DES CONDITIONS DE TRAVAIL EXACÉRBERÉS PAR LA CRISE

### Conditions de travail nécessitant des bonifications

**76%** des organismes ont indiqué avoir dû mettre en place des bonifications des conditions de travail pour conserver leur personnel durant la crise.

#### PARMI EUX :



**75%**

ont augmenté les salaires  
(60% de façon permanente  
et 15% de façon temporaire)



**41%**

ont offert des jours de  
congé supplémentaires



**35%**

ont offert des primes  
financières ponctuelles



Avec ce qu'on a comme budget, on ne peut pas vraiment bonifier...

Et donner du bonbon pour enlever ensuite... non merci !

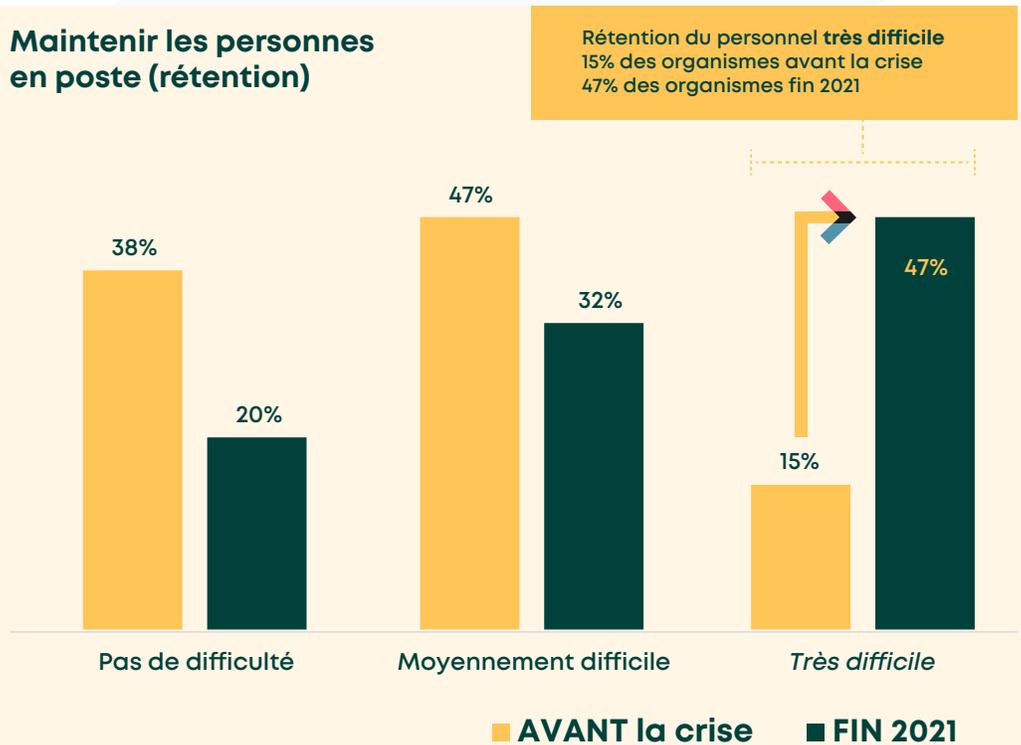
La crise demande une autre façon de faire, ça demande de la création d'emploi et avec un salaire intéressant, surtout avec le coût de la vie qui a tellement augmenté !

**Groupe de la Côte-Nord  
Secteur Famille**



## Rétention du personnel impossible sans ressources supplémentaires

### Maintenir les personnes en poste (rétention)



Augmentation de la proportion d'organismes ayant indiqué avoir des difficultés à maintenir les personnes en poste :

**AVANT la crise**  
62% des organismes

**FIN 2021**  
80% des organismes



Notre secteur perd de l'attractivité et plus on sera en manque de personnel, plus les personnes qui s'intégreront le feront dans des conditions difficiles... ce qui leur donnera envie de quitter.

La plus grande menace au secteur communautaire, ce n'est pas la pandémie, mais la pénurie de main-d'œuvre et notre sous-financement permanent.

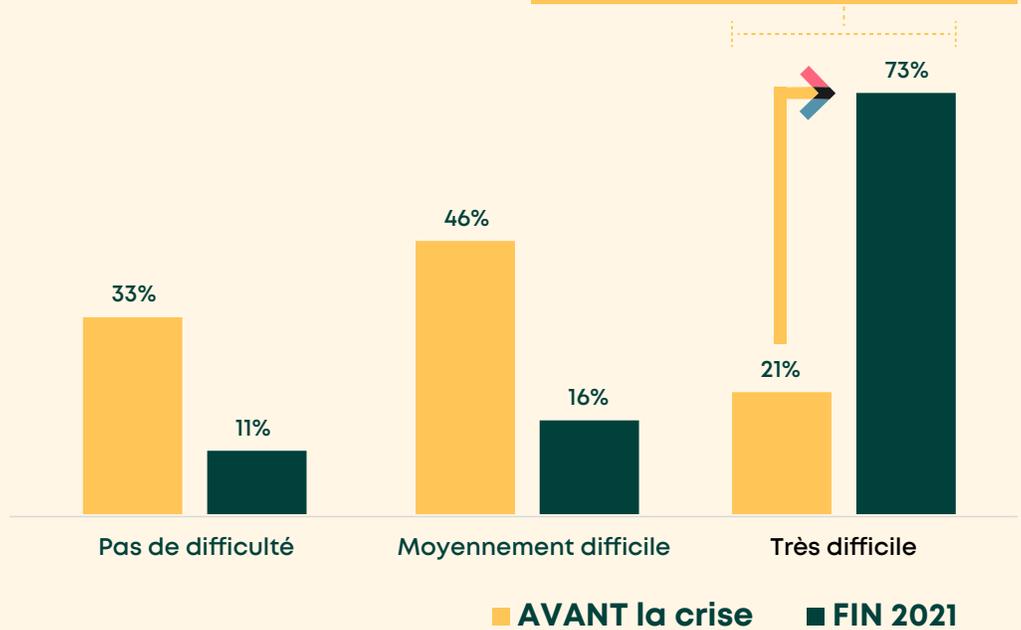
**Groupe de l'Estrie**  
**Secteur Santé et services sociaux**



## Recrutement du personnel devenu un casse-tête

### Comblers les postes ouverts (recrutement)

Recrutement du personnel **très difficile**  
21% des organismes avant la crise  
73% des organismes fin 2021



Augmentation de la proportion d'organismes ayant indiqué avoir des difficultés à combler les postes ouverts :

**AVANT la crise**  
67% des organismes

**FIN 2021**  
89% des organismes



Vous allez dire que notre organisme a les budgets pour offrir de bon salaire ? Oui, mais ce sont des budgets temporaires et d'exceptions. Si nous offrons un salaire pour une période, il faut être en mesure de le maintenir par la suite, si non, les employées quitteront.

**Groupe de la Capitale-Nationale**  
**Secteur Santé et services sociaux**



## DES PRESSIONS EXTERNES POUR BEAUCOUP D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

Défis internes aggravés par les attentes externes

# 50%

des organismes ont indiqué avoir ressenti de la pression de la part des interlocuteurs externes pour modifier leurs activités durant la crise.

PROPORTION D'ORGANISMES AYANT RESENTI DE LA PRESSION SELON LA SOURCE :

**53%** de la part des réseaux publics de la santé, de l'éducation, etc



Augmentation des références du CIUSSS pour des raisons de surcharge dans différents secteurs. Pression pour recevoir des personnes qui ne correspondent pas à notre mission. Nous avons été laissés à nous-même mais avec une pression de fournir des services rapidement sans trop de respect pour notre mission.

**Groupe du Saguenay – Lac-Saint-Jean**  
**Secteur Santé et services sociaux**



**45%** de la part des ministères provinciaux



On a ressenti beaucoup de pression globalement pour modifier nos activités et nos façons de faire, notamment par les ministères provinciaux avec des directives strictes mais qui changeaient tout le temps. Ce qui a un impact sur notre autonomie, en plus de générer beaucoup de stress.

**Groupe de Montréal**  
**Secteur Défense collective des droits**



**28%** de la part des municipalités



Notre organisme occupe des locaux appartenant à la ville. Durant la pandémie, ce fut difficile de se comprendre et de faire valoir que nos activités étaient des services essentiels.

**Regroupement de Montréal**  
**Secteur Défense collective des droits**



**21%** de la part des élu.e.s (fédéraux, provinciaux ou municipaux)



Nous avons dû revoir l'ensemble de nos pratiques pour offrir des services en ligne aux adolescent.e.s à la demande du premier ministre, dans les points de presses, sans aucune prise en compte de nos réalités terrains.

**Regroupement de la Capitale-Nationale**  
**Secteur Santé et services sociaux**



**16%** de la part des fondations privées et publiques.



La pression la plus forte venait principalement des fondations, à travers les plans de prévention COVID de quartier, avec des activités plus ou moins imposées, qui s'ajoutaient à notre propre plan d'action, mais qui ne relevaient pas vraiment de notre mission.

**Groupe de Montréal**  
**Secteur Défense collective des droits**



## UN SOUTIEN FINANCIER TEMPORAIRE ET PEU ÉLEVÉ POUR PASSER À TRAVERS LA CRISE

### Grande complexité des fonds d'urgence Enjeux d'accessibilité et lourdeur administrative

Augmentation mitigée (+10%) de la proportion d'organismes ayant eu accès à du **financement supplémentaire** en lien avec la crise par rapport à l'année précédente:

FIN 2020  
61% des organismes

FIN 2021  
71% des organismes



Ce que nous déplorons c'est que le financement supplémentaire était très présent en 2020 alors qu'en 2021, malgré que nous devions embaucher des ressources humaines supplémentaires pour soutenir l'équipe de travail pour la gestion des consignes sanitaires, aucun soutien financier supplémentaire n'était accessible pour nous soutenir, déplorable.

**Groupe de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine**  
**Secteur Santé et services sociaux**



**29%** des organismes n'ont reçu **aucune aide financière** en lien avec la crise, près de 2 ans après qu'elle ait débuté.



Pour avoir accès à du financement, il fallait développer de nouvelles choses (ex. projet Jeunesse de Centraide).

**Groupe de Montréal**  
**Secteur Éducation**



**54%** des organismes ont eu accès aux **fonds d'urgence gouvernementaux** en lien avec la crise.



L'annonce du fonds d'urgence est arrivée très tard et nous ne pouvions demander que le remboursement pour des dépenses déjà engagées. Par conséquent, les organismes qui n'avaient pas déjà l'argent, n'ont pas pu faire les dépenses nécessaires et ensuite demander le remboursement. \*

**Regroupement national**  
**Secteur Éducation**



## Des besoins financiers toujours importants

**77%** des organismes ont indiqué avoir besoin de financement supplémentaire pour l'année en cours. En moyenne **132 835 \$** par organisme



Les fonds d'urgence temporaire ne sont jamais beaucoup aidants. C'est de l'argent récurrent que nous avons besoin.

**Groupe du Centre-du-Québec**  
**Secteur Santé et services sociaux**



Les besoins de financement supplémentaire en lien avec le **personnel** sont ceux qui ressortent le plus :

**83%** des organismes ont besoin de financement supplémentaire pour l'embauche de nouveau personnel

En moyenne, le besoin de personnel s'élève à 2,8 personnes par organisme.

**80%** des organismes ont besoin de financement supplémentaire pour la bonification des conditions salariales pour le personnel actuel.



Le problème est surtout au niveau de la charge de travail donc l'embauche des personnes manquantes serait sans doute le plus bénéfique.

**Groupe de la Capitale-Nationale**  
**Secteur Santé et services sociaux**



Les besoins en financement supplémentaire touchent également les **activités** pour un bon nombre d'organismes :

**63%** des organismes ont besoin de financement supplémentaire pour la **bonification des activités existantes**



Nous avons connu une hausse du coûts d'achats des articles et produits nécessaires à la réalisation de nos activités (aliments, contenants, essence...)

**Groupe de Laval**  
**Secteur Santé et services sociaux**



**50%** des organismes ont besoin de financement supplémentaire pour le **développement de nouvelles activités**



Nous avons besoin d'établir des points de services car le territoire est trop grand et c'est difficile de créer le sentiment d'appartenance nécessaire à la rétention des bénévoles.

**Groupe de la Mauricie**  
**Secteur Santé et services sociaux**



## Un sous-financement persistant

Dans un contexte de crise sans précédent, marqué par l'augmentation des demandes d'aide et par des adaptations majeures de leurs activités ([voir les publications de l'Observatoire de l'ACA sur les impacts de la crise](#)), les organismes communautaires ont vu leurs revenus totaux augmenter en moyenne par organisme de seulement 25 775 \$ en 2019-2020 et 31 601 \$ en 2020-2021.

On observe donc une **faible augmentation des revenus totaux** des organismes durant les deux dernières années, considérant que ceux-ci incluent toutes les sources de revenu dont l'aide financière d'urgence en lien avec la crise de la COVID-19.

### SOUTIEN REÇU

#### Augmentation réelle des revenus TOTAUX :

**2019-2020 = 25 775 \$**  
en moyenne / organisme

**2020-2021 = 31 601 \$**  
en moyenne / organisme

Soutien d'urgence COVID des gouvernements,  
fondations et dons privés

Subventions salariales ponctuelles,  
Fonds d'urgence, SAB, etc.

Financement mission

### NOUVELLE RÉALITÉ

#### Besoin de financement supplémentaire :

**2021-2022 = 132 835 \$**  
en moyenne / organisme

Épuisement des équipes

Adaptation des activités existantes  
Nouvelles activités

Augmentation des demandes  
Nouveaux besoins

Manque de personnel

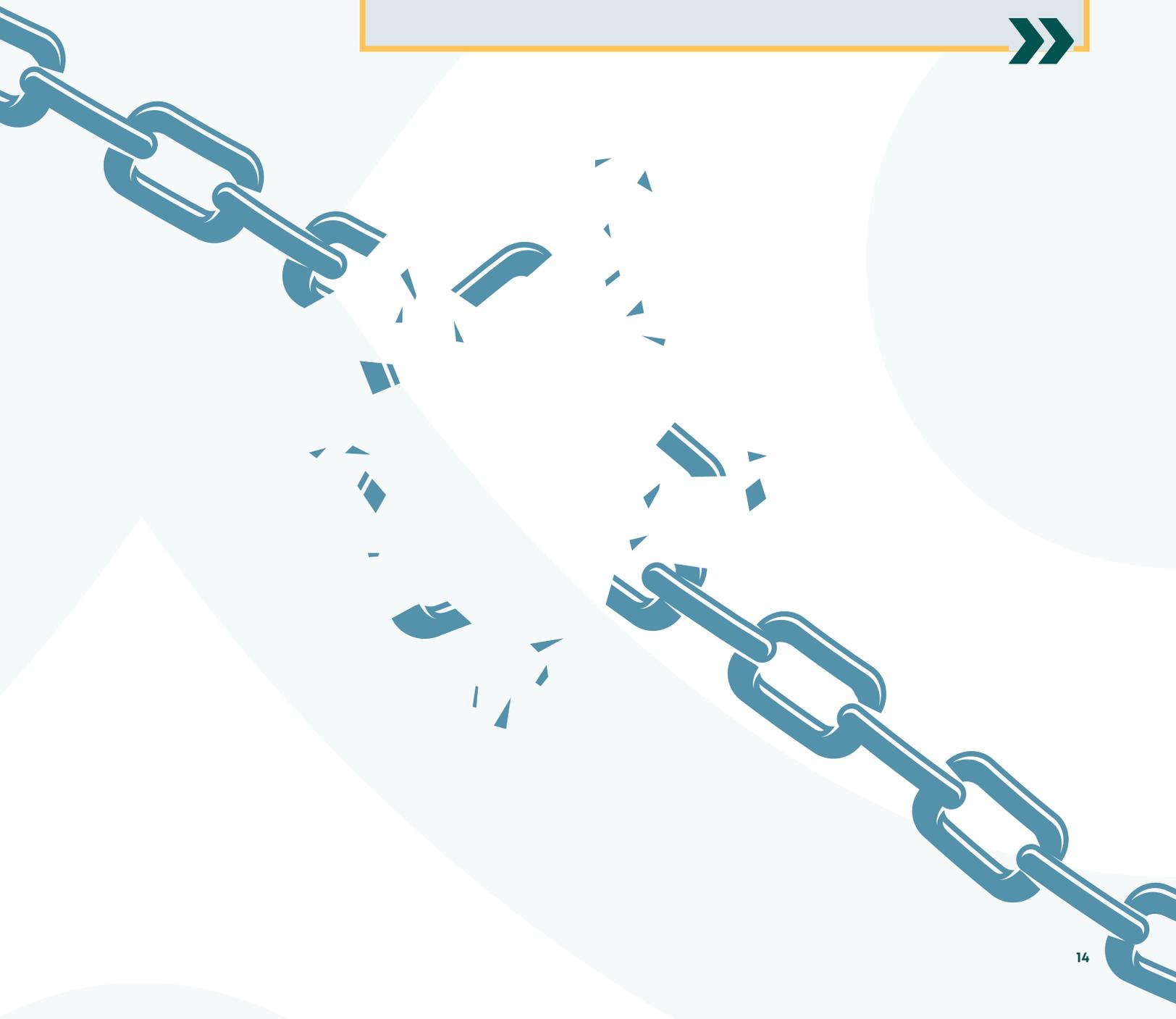
Ainsi, face aux nombreux enjeux auxquels les organismes communautaires ont dû faire face au cours des deux dernières années (augmentation des demandes, adaptation des activités et manque de personnel), le soutien financier supplémentaire reçu n'est **pas à la hauteur de leurs besoins réels**, qui s'élevaient en moyenne à 132 825 \$ par organisme en 2021-2022.



On sent qu'avec l'augmentation financière on doit répondre à toutes les demandes... et les demandes explosent ! Et tout augmente : le prix des aliments, les coûts de déplacement, les salaires, les assurances, etc.

Oui le financement augmente mais quand on constate l'augmentation sur tous ces plans, on n'est vraiment pas plus riche... en fait on est plus pauvre qu'avant !

**Groupe de la Capitale-Nationale  
Secteur Santé et services sociaux**



## SOURCE DES DONNÉES

Les données quantitatives présentées sont tirées d'un questionnaire diffusé en ligne auprès de l'ensemble des organismes d'action communautaire autonome (ACA) financés à la mission par le gouvernement du Québec, **entre le 5 novembre et le 17 décembre 2021**.

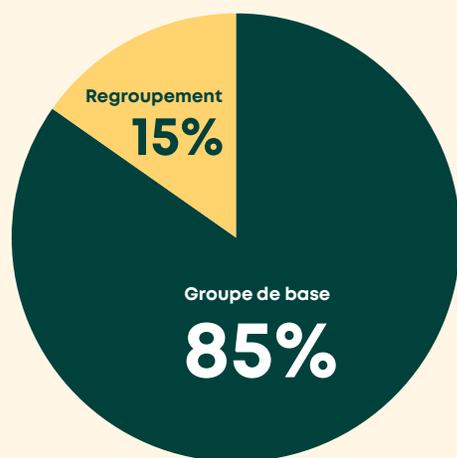
Les citations présentées ont été extraites, et éditées afin d'en faciliter la lecture, à partir des réponses écrites par les organismes aux questions ouvertes posées dans ce sondage. Des informations générales sont fournies afin de décrire l'organisme répondant à l'origine de la citation, telles que le type d'organisme, sa région et son secteur (basé sur le programme de financement à la mission globale). Les citations suivies d'un astérisque ont été traduites en français. Les versions originales en anglais seront accessibles dans la version en anglais de ce document.

## Qui a participé ?

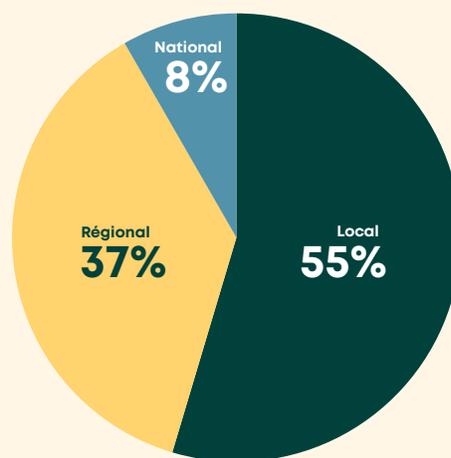
### 549 ORGANISMES RÉPONDANTS

Le nombre d'organismes répondants nous assure de la représentativité des données pour l'ensemble du mouvement de l'ACA, avec une marge d'erreur de  $\pm 3,92\%$  à un niveau de confiance de 95% (19 fois sur 20).

Types d'organisme<sup>1</sup>



Rayonnement territorial



<sup>1</sup> Un groupe de base est un organisme dont les membres sont principalement des personnes alors qu'un regroupement rassemble principalement des organisations.

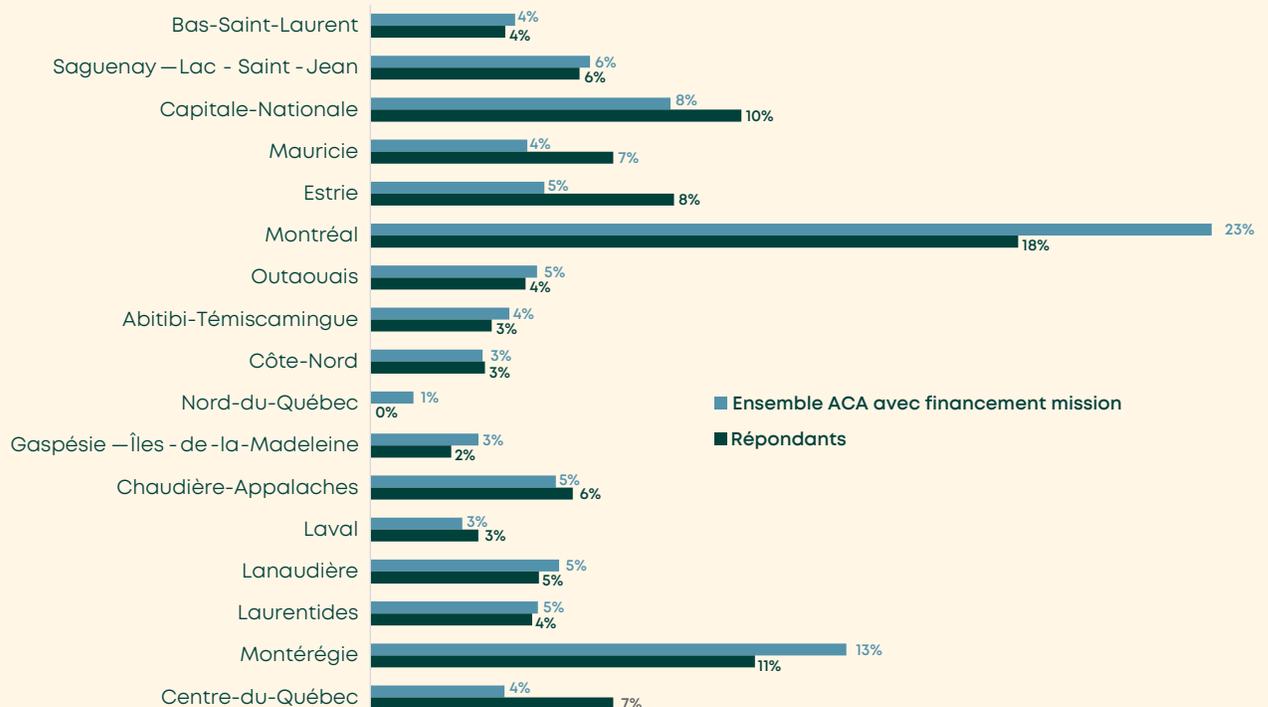
## 11 PROGRAMMES DE FINANCEMENT À LA MISSION REPRÉSENTÉS (tous sauf les secteurs de l'Environnement et des Relations internationales)

Distribution des organismes selon le programme de financement à la mission globale



## 16 RÉGIONS REPRÉSENTÉES (à l'exception du Nord-du-Québec)

Distribution des organismes selon la région



Pour plus d'informations:



[observatoireaca.org](http://observatoireaca.org)



[observatoire@rq-aca.org](mailto:observatoire@rq-aca.org)

Un projet initié par:



Ce projet est rendu possible grâce à la contribution financière de:

